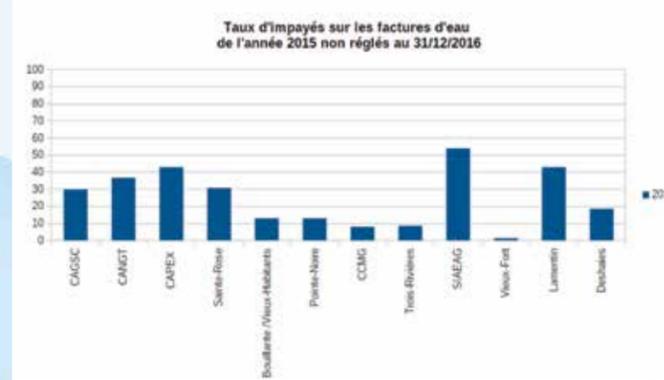


### EAU ET ASSAINISSEMENT

### LES CHIFFRES CLÉS



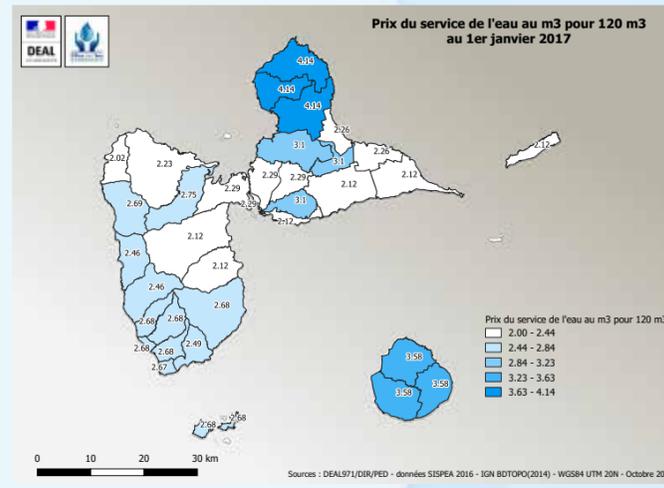
### TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES D'EAU



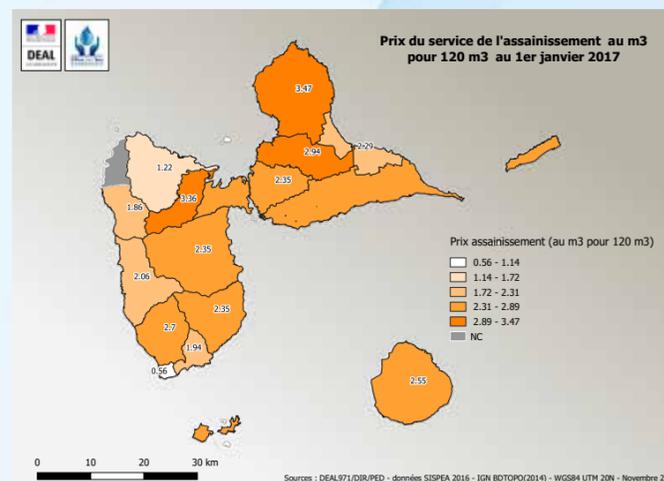
Les taux d'impayés sont très élevés en Guadeloupe (38,3% en moyenne en 2015), comparés à la moyenne nationale (1,1% en 2013). La valeur élevée de cet indicateur en Guadeloupe traduit notamment la défiance des usagers à l'égard de leurs exploitants et représente un manque à gagner préjudiciable pour assurer le fonctionnement des services d'eau.

### PRIX DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT :

Le coût du service de l'eau et de l'assainissement, et donc au final le prix de l'eau, est variable selon les territoires.



Prix TTC du service de l'eau au m3 pour 120 m3 en 2016 (source : SISPEA)



Prix du service de l'assainissement au m3 pour 120 m3 en 2016 (source : SISPEA)

### QUELQUES INDICATEURS CLÉS DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

	CANBT	CAGSC	CAP Excellence	SIAEAG	CCMG
Fourchette de prix eau potable (2016) € au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>	2,02 à 2,75	2,46 à 2,68	2,29	SIAEAG 2,12 RENOC 2,26 à 4,14	3,58
Fourchette de prix assainissement (2016) € au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>	1,22 à 3,56	0,56 à 2,70	2,35	SIAEAG 2,35 RENOC 2,29 à 3,47	2,55
Nombre de ayant un dépassement en chlordécone (2017)	0	3	0	0	0
Taux de renouvellement des compteurs (source : diagnostic transversal)	3,46 %	7,14%	1,57%	SIAEAG 3,38 RENOC 3,11	12,53
Nombre de captages conformes à la réglementation (avec périmètres de protection + autorisation loi sur l'Eau) (2018)	3/11	1/15	1/1	6/18	6/6
Nombre de STEU conformes à la réglementation (2017)	2/5	3/6	3/3	6/8	0/1
Nombre d'agents / 1000 abonnés (source : diagnostic transversal)	2,6	7,7	2,0	SIAEAG 3,6 RENOC 2,5	1,5

# SYNTHÈSE

## CHIFFRES CLÉS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

### AVANT-PROPOS :

#### • Pourquoi avoir créé les chiffres clés ?

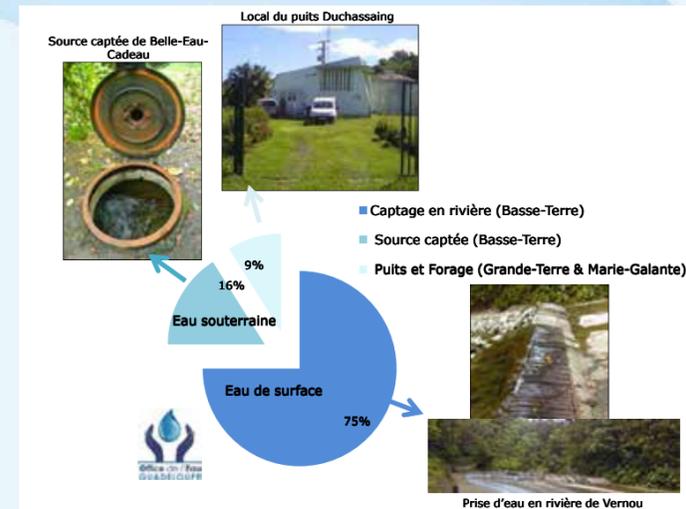
Plusieurs éléments plaident en faveur d'une meilleure information du public et des décideurs concernant l'eau potable et l'assainissement en Guadeloupe :

- Le rapport d'expertise de janvier 2018, relatif au diagnostic transversal du secteur de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe, qui montre la nécessité de rétablir la confiance des usagers.
- L'atelier « EAU » des assises de l'Outre-Mer datant du 07 février 2018 qui identifie le besoin des usagers sur l'accès à une meilleure information générale sur la problématique de l'eau.
- La nécessité de disposer pour les acteurs de l'eau d'une base de référence partagée, montrant l'état et l'évolution du secteur de l'eau et de l'assainissement dans ses différentes composantes.

## PERFORMANCES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

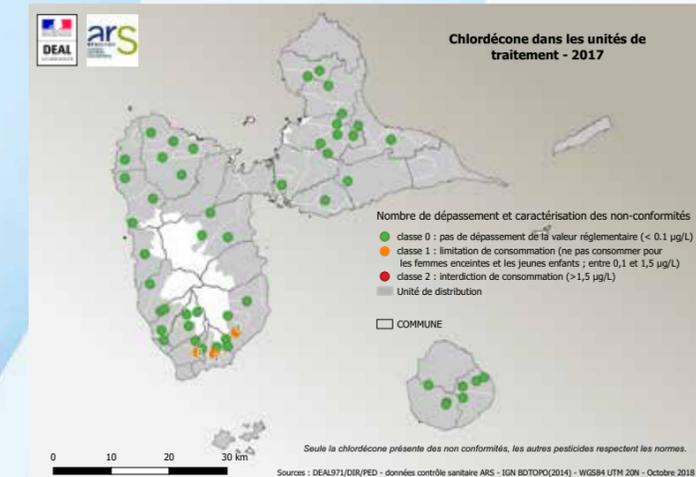
La ressource en eau de la Basse-Terre est très abondamment mobilisée pour l'alimentation en eau potable. 91 % du volume d'eau prélevé provient en effet de cette île considérée comme le château d'eau de la Guadeloupe

La ressource en eau superficielle (rivières) est considérablement mise à contribution en comparaison des eaux souterraines (puits et forages). D'importantes infrastructures de transfert d'eau, appelées feeders, ont été construites depuis la Basse-Terre vers la Grande-Terre, pour alimenter l'ensemble du territoire guadeloupéen.



## ASPECTS QUALITATIFS - EAU POTABLE

En 2017, 98,7 % des analyses bactériologiques sont conformes vis-à-vis des limites de qualité (normes à respecter strictement) et de la référence de qualité (norme indicative)  
Sur cette même période, la turbidité reste conforme à 95% et le taux d'aluminium à 88,6%.



En 2017, 3 restrictions de consommation d'eau ont été prises car la norme de potabilité (limite de qualité) de 0,10 µg/l a été dépassée pour la chlordécone. Ces restrictions s'adressaient aux femmes enceintes et aux jeunes enfants plus sensibles à ce polluant. Il s'agissait de mesures préventives puisque les résultats d'analyses sont restés très en dessous de la limite d'interdiction de consommer l'eau de 1,5 µg/l.

## ASPECTS QUANTITATIFS

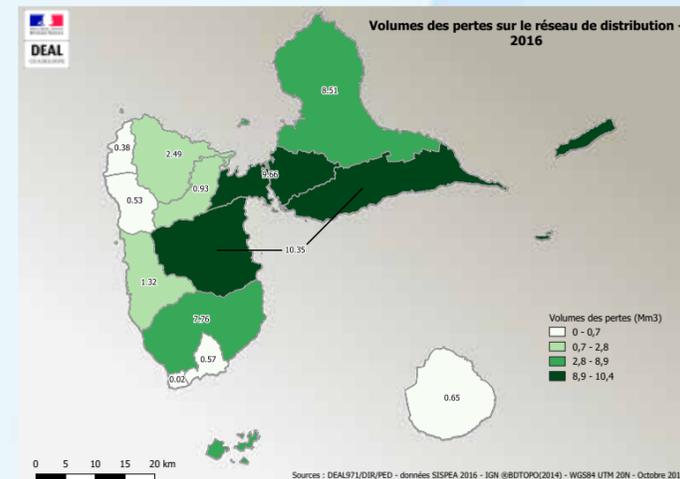
### • Quels sont les objectifs des chiffres clés ?

La création des chiffres clés traduit la volonté des partenaires d'apporter une information rigoureuse, transparente et accessible sur l'état des secteurs de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe. Cette information vise, d'une part, à sensibiliser les usagers sur les principaux enjeux de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe et, d'autre part, à évaluer l'efficacité des politiques publiques sur ces secteurs, notamment à l'attention des décideurs.

Les chiffres clés constituent un rapport ayant vocation à être mis à jour et publié chaque année.

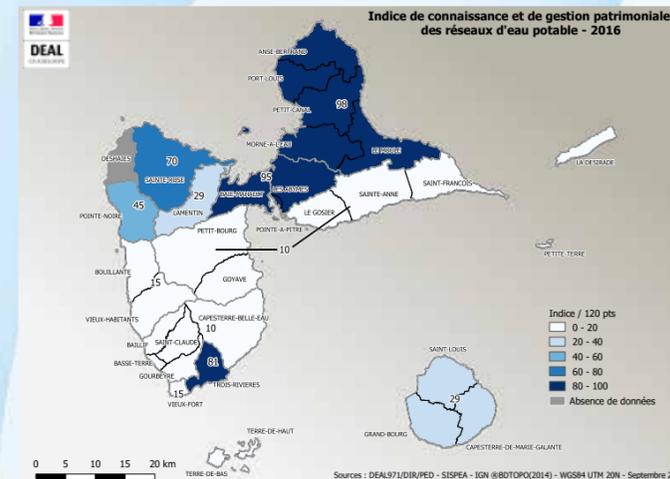
### • Quelles sont les sources des données ?

Dans le cas général, ce sont les données réglementaires SISPEA (Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement) issues de l'Observatoire des services d'eau et d'assainissement qui ont été utilisées (données disponibles jusqu'en 2016). Ces données sont renseignées par les autorités organisatrices des services d'eau et d'assainissement, cependant le remplissage de SISPEA étant parfois partiel, des données plus récentes ou plus pertinentes, postérieures à 2016, ont pu être mobilisées. Il s'agit de données issues du diagnostic transversal eau et assainissement publié en 2018 ainsi que les données détenues par les services de l'Etat et assimilés, l'Office de l'Eau, le Conseil Départemental et le Conseil Régional.

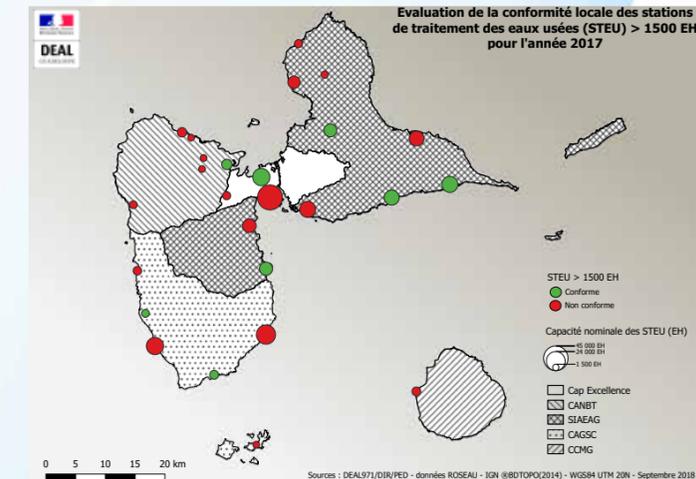


En 2016, 73,1 millions de m<sup>3</sup> (Mm<sup>3</sup>) ont été produits pour les besoins de l'alimentation en eau potable (AEP). 26,4 Mm<sup>3</sup> d'eau ont par ailleurs été consommés par les usagers et 46,7 Mm<sup>3</sup> se sont perdus, essentiellement dans les fuites. 46% des pertes se concentrent sur les territoires où le nombre d'abonnés est le plus élevé.

## ASPECTS QUALITATIFS - ASSAINISSEMENT



Le niveau de connaissance des réseaux d'eau potable qui s'évalue par un indice de connaissance et de gestion patrimoniale, est globalement insuffisant voire faible sur une grande partie du territoire. Pourtant, la connaissance du réseau est primordiale pour établir un programme de travaux qui permettrait de résorber les fuites. Le mode de calcul de cet indicateur peut cependant sous-estimer la connaissance réelle du réseau.



2/3 des eaux usées sont dirigées vers des stations dont les rejets ne sont pas conformes.